

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22048 - 81ÈME ANNÉE

Face au trouble à l'ordre public causé par la hausse des profits des compagnies pétrolières, l'urgence du retour à l'autonomie énergétique de La Réunion

La responsabilité au lieu d'acheter la paix sociale



La crise des carburants révèle une réalité coloniale persistante : La Réunion reste dépendante à plus de 90 % d'énergies importées, soumise aux décisions de compagnies pétrolières étrangères. Face à cela, certains demandent d'utiliser l'argent public pour subventionner les prix, au lieu d'affronter les causes. L'urgence est ailleurs : relancer l'autonomie énergétique, faire cesser les prix

abusifs et mettre fin à un système qui appauvrit la population.

La hausse brutale des carburants n'est pas un simple accident économique. Elle met à nu une dépendance structurelle héritée d'un modèle imposé : celui d'un territoire maintenu sous perfusion d'importations, au

bénéfice d'intérêts extérieurs.

Plus de 90 % de l'énergie est importée

À La Réunion, plus de 90 % de l'énergie est importée. Cela signifie que le quotidien de la population dépend de décisions prises ailleurs, par des compagnies pétrolières étrangères dont l'objectif est clair : maximiser leurs profits. La récente explosion du prix du gazole hors taxe en est une illustration flagrante. Derrière le prétexte des tensions internationales, ce sont des marges qui augmentent.

Halte à l'entretien du système

Dans ce contexte, la proposition de financer par l'argent public une baisse du prix des carburants apparaît pour ce qu'elle est : une impasse. Subventionner les prix, c'est accepter le système tel qu'il fonctionne. C'est faire payer la population pour compenser les abus de quelques-uns. C'est, en réalité, organiser la dépendance au lieu de la combattre.

Ce choix envoie un message dangereux aux compagnies pétrolières : vous pouvez augmenter vos prix, les collectivités paieront pour maintenir la paix sociale. On ne régule pas, on compense. On ne remet pas en cause, on s'adapte. C'est une logique de soumission économique.

Le recul des communes sur cette mesure évite une dérive immédiate, mais ne règle rien sur le fond. Car tant que la question de la dépendance énergétique ne sera pas posée frontalement, les Réunionnais continueront de subir.

Une autre voie existe : l'autonomie énergétique

Pourtant, une autre voie existe. Elle avait été engagée

: celle de l'autonomie énergétique. Un projet ambitieux, visant à sortir progressivement de la dépendance aux énergies fossiles importées, en s'appuyant sur les ressources locales. Ce projet a été saboté depuis 2010, par ignorance, incompetence ou pour satisfaire des intérêts particuliers ?

Aujourd'hui, la crise impose de le remettre au centre. Relancer le plan d'autonomie énergétique doit devenir une exigence commune à toutes les collectivités avec une stratégie concrète : développement massif du solaire, de l'éolien, de la biomasse, investissement dans le stockage, maîtrise de la consommation.

Rompre avec le tout-automobile

Cela suppose aussi de rompre avec le tout-automobile. Repenser les mobilités, développer des transports collectifs performants, relancer le ferroviaire : autant de moyens de réduire la dépendance au pétrole.

Mais cette transformation ne pourra se faire sans un rapport de force. Les collectivités doivent interpellier l'État, exiger un soutien financier à la hauteur des enjeux, mais aussi demander qu'il fasse cesser ce qui s'apparente à un trouble à l'ordre public : des hausses de prix alimentées par des profits abusifs, qui fragilisent toute une société.

Le choix de la dignité et de la responsabilité

Car il ne s'agit pas seulement d'économie. Il s'agit de dignité. Tant que La Réunion restera enfermée dans ce modèle, chaque crise extérieure deviendra une crise sociale locale. Chaque hausse enrichira des intérêts lointains, pendant que la population s'appauvrit.

Sortir de cette logique, c'est faire un choix politique. Celui de la responsabilité.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Conséquence de la guerre de Trump dans le détroit d'Ormuz

Menace d'une crise alimentaire mondiale

La crise autour du détroit d'Ormuz n'est pas une fatalité : elle est aussi le produit de choix politiques. En imposant un blocus et en ravivant les tensions avec l'Iran, le gouvernement américain porte une responsabilité majeure dans les perturbations actuelles. Derrière le risque alimentaire global, c'est une stratégie du chaos qui met en danger les plus vulnérables.

La crise qui menace aujourd'hui les chaînes d'approvisionnement alimentaires mondiales est aussi le résultat de décisions politiques. En première ligne : le gouvernement des États-Unis, dont les choix récents dans le Golfe ont contribué à fragiliser un équilibre déjà précaire.

L'annonce d'un blocus visant les navires liés aux ports iraniens a ravivé les tensions dans le détroit d'Ormuz, ce corridor stratégique par lequel transitent pétrole, gaz et engrais indispensables à l'agriculture mondiale. Cette décision n'est pas neutre : elle a immédiatement dissuadé armateurs et assureurs, paralysant une partie du trafic maritime. Résultat, des flux essentiels sont ralentis, voire stoppés.

Engrais bloqués

Dans une économie mondialisée, ces choix ont des conséquences bien au-delà des zones de conflit. Quand 20 à 30 % des engrais mondiaux sont bloqués, ce sont les récoltes de demain qui sont compromises.

Washington ne peut ignorer cet effet domino. En alimentant l'incertitude, en maintenant une posture de confrontation malgré un cessez-le-feu fragile, l'administration américaine contribue à prolonger une situation de blocage. Le risque est déjà inscrit dans les décisions agricoles en cours : moins d'intrants, donc moins de production.

Les pauvres paient le prix fort

Dans le même temps, la hausse des prix de l'énergie, elle aussi liée aux tensions, renforce la pression sur les systèmes alimentaires. Elle encourage en outre la réorientation de cultures vers les agrocarburants,

accentuant la concurrence entre nourrir et alimenter. Ce sont, une fois encore, les pays les plus dépendants qui paient le prix. En Afrique, en Asie du Sud, dans de nombreuses économies fragiles, la hausse des coûts d'importation se traduit directement par une insécurité alimentaire accrue. Les pauvres n'ont pas de marge d'ajustement.

Rompre avec une logique d'escalade

Derrière cette crise se dessine une responsabilité politique claire. Les États-Unis, ne peuvent se dédouaner des conséquences globales de leurs décisions stratégiques.

Éviter une crise alimentaire mondiale reste possible. Mais cela suppose de rompre avec une logique d'escalade et de privilégier des solutions diplomatiques. À défaut, le choix sera clair : maintenir la confrontation, au risque d'organiser une crise alimentaire mondiale.

M.M.

Oté

« Néna in zour i apèl domin » : In kozman pou la rout

Mézami mi panss nout tout la fine antann kozman-la épi sak li vé dir. Zordi sé zordi mé domin sé in ote afèr. Wi pé ète kontan zordi pars ou la ranport in viktoir mé i ariv k 'in viktoir zordi néna an zèrm in défète pou domin.

Lo passé sé lo passé, lo prézan sé lo prézan, mé l'avnir ? Kissa i pé prévoir l'avnir ? Kissa i pé dir sak i sava spassé dann l'avnir ? Pèrsone la plipar d'tan. Antouléka wi pé éssèye prévoir sak i sava spassé dann l'avnir mé out prévizion i pé bien tonb a lo.

Dann kozman nou la vi néna konm in ménass ; inn manyèr dir ou va oir sak v'ariv aou dann lo fitir é la plipar d'tan lé konmsa-antouléka ni pé dir sé in invitassion pou prann out dispozission é si i gingn pa omwinss fèr in zèst pou prépar lo landmin.

A bon antandèr salu !

Justin